

Marie-France Garaud ou la dernière des gaullistes



Marie-France Garaud, invitée de France Culture - jeudi 20 août 2015

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Jean-Philippe Tanguy (#figp-author)

Mis à jour le 26/08/2015 à 12h24

FIGAROVOX/TRIBUNE - Jean-Philippe Tanguy souligne la pertinence du constat de Marie-France Garaud, interrogée le 20 août sur France Culture, pour qui «l'Etat français n'existe plus.»

Ancien élève de l'ESSEC et Sciences-Po Paris, Jean-Philippe Tanguy a travaillé pour le conglomérat Hitachi au Japon avant de rejoindre le cabinet de Clara Gaymard, PDG de General Electric France. Ancien candidat aux Européennes (4,2%) pour Debout la République, il est aujourd'hui délégué national aux fédérations de Debout la France.

[France Culture \(<http://www.franceculture.fr/emission-les-matins-d-ete-l-invitee-de-la-matinale-marie-france-garaud-la-derniere-ordonnance-du-dr->\)](http://www.franceculture.fr/emission-les-matins-d-ete-l-invitee-de-la-matinale-marie-france-garaud-la-derniere-ordonnance-du-dr-) a donné jeudi 20 août l'occasion à Marie-France Garaud, dont la parole est bien trop rare dans l'espace médiatique, d'administrer une formidable leçon de réalisme

politique. Une parole qui prend tout sens alors que l'euthanasie du pouvoir politique opérée par l'Union européenne révèle tous ses effets, qu'il s'agisse de la situation en Grèce ou de la crise migratoire.

Les jeunes générations ne connaissent pas forcément Marie-France Garaud, pourtant qualifiée en 1973 de femme la plus puissante de France. Mme Garaud était alors conseillère du Président Georges Pompidou avant d'être l'une des Pygmalion du jeune Jacques Chirac. Celui-ci ayant trahi toutes les espérances et toutes les idées placées en lui pour mieux se soumettre au fédéralisme européen et au capitalisme financier sauvage, Marie-France Garaud est entrée dans une longue dissidence qui se prolonge jusqu'aujourd'hui.

Marie-France Garaud démontre que les événements présents justifient plus que jamais les principes fondamentaux qui ont inspiré le gaullisme, que la politique n'a de sens que si elle est fondée sur la volonté populaire et sur une souveraineté réelle à savoir le contrôle de ses frontières, de ses lois, de sa monnaie, de sa politique étrangère et de sa justice.

Si Mme Garaud est une figure tutélaire du gaullisme, ce n'est du fait de la sagesse des années - elle a conservé la verve incisive de sa jeunesse- ou, pire, de son statut de témoin d'un passé révolu. Elle démontre au contraire que les événements présents justifient plus que jamais les principes fondamentaux qui ont inspiré le gaullisme, que la politique n'a de sens que si elle est fondée sur la volonté populaire et sur une souveraineté réelle à savoir le contrôle de ses frontières, de ses lois, de sa monnaie, de sa politique étrangère et de sa justice.

Les réactions à la crise économique de 2008 ont réaffirmé la force du politique et des Etats Nations. Loin d'être déconsidérée, la souveraineté nationale s'est élargie dans la compétition mondiale. Les gouvernements qui en disposent, du géant américain au modeste Singapour, l'exercent même désormais sur le numérique ou la propriété intellectuelle, flux immatériels qui étaient pourtant destinés à exclure le pouvoir politique de l'histoire.

En réalité, la disparition de la souveraineté populaire, actée par des traités et des institutions qui gangrènent les nations d'Europe pour nourrir l'Union européenne, est une tragique exception de l'histoire en marche. C'est un cancer qui, petit à petit, ruine nos démocraties et notre avenir commun.

Qu'ils s'agissent de la Constitution allemande, de la Cour Suprême de Karlsruhe ou du Parlement, l'Allemagne est le seul grand pays à avoir maintenu la prédominance de son intérêt national.

Seule l'Allemagne a su conserver les institutions capables de préserver les principes de sa propre souveraineté pour finalement prendre le contrôle de la construction européenne. Qu'ils s'agissent de la Constitution allemande, de la Cour Suprême de Karlsruhe ou du Parlement, l'Allemagne est le seul grand pays à avoir maintenu la prédominance de son intérêt national. Puisque tous les autres grands Etats ont abandonné leurs prérogatives au profit d'un illusoire «intérêt général européen», l'Allemagne peut mécaniquement imposer son agenda.

La dernière illustration s'est manifestée par les reniements du gouvernement d'Alexis Tsipras en Grèce, pourtant solidement légitimé par un referendum incontesté, face aux exigences absurdes et dangereuses de Bruxelles et de Berlin. L'abandon en rase campagne par les Grecs de leurs engagements, au demeurant modestes, a révélé que l'agenda de la Commission européenne dépendait de la volonté souveraine des Allemands tout en portant un coup terrible à la possibilité d'une alternative.

Evidemment, nombreux sont les citoyens des différentes démocraties d'Europe qui ont été choqués par un coup d'Etat qui n'a trompé personne. Pourtant la résignation domine la colère. En commettant son propre suicide, le pouvoir politique détruit de facto les liens qui unissent les citoyens dans un destin commun, et provoquent une telle insécurité économique et identitaire qu'ils assèchent toute volonté de changement et de progrès.

C'est contre cette résignation face à la débâcle que Marie-France Garaud a tout son rôle à jouer. Parce qu'elle a été au cœur du pouvoir et qu'elle avait analysé les conséquences des décisions qui ont été prises, elle crédibilise le combat de ceux qui portent une alternative.

Marie France Garaud a de bonnes raisons d'être échaudée par les trahisons ou les échecs successifs des mouvements qui ont voulu et auraient pu être en mesure de changer le cours de la construction européenne. Le plus triste fut sans doute celui de Charles Pasqua et Philippe de Villiers dont le rassemblement s'est effondré après leur succès aux élections européennes de 1999, auquel Mme Garaud avait participé.

Finalement, le seul tort de Marie-France Garaud fut-il d'avoir eu raison trop tôt? Cependant la roue tourne et la situation des peuples d'Europe est si tragique que des initiatives difficiles deviennent crédibles. Dans dix jours, Jean-Pierre Chevènement participera aux Universités de Rentrée de Debout la France avec Nicolas Dupont-Aignan. Un premier geste qui, espérons-le, ne laissera pas insensible Marie-France Garaud, qui aurait toute sa place dans un tel rassemblement.



Jean-Philippe Tanguy
